

Vos mandaté.es vous informent : Échos FSSCT de la DDCT du 12 juin

Newsletter n°7 - Intervention liminaire : Ensemble contre l'extrême droite

et pour nos droits!

Comment ne pas commencer cette instance santé de la DDCT, sans évoquer nos inquiétudes et notre détermination pour gagner face à l'extrême droite qui est aux portes du pouvoir.

Nous tenons tout d'abord à saluer le travail des agent.es de la DDCT pour les élections européennes avec de la fatigue accumulée, notamment en lien avec des difficultés d'organisation et de surcharge de travail (mairie du 13, 12, 20.). Nous demandons dès maintenant à la Ville d'assurer des effectifs supplémentaires pour mettre aux agent.es de travailler dans de bonne conditions en vue des élections législatives à venir dans ce temps record. Nos collègues sont épuisés, les JOP arrivent et en plus il y a ces nouvelles échéances électorales. Ces nouvelles échéances cruciales pour les services publics que nous voulons égalitaires, que nous voulons porteurs des valeurs de solidarité, de lutte contre le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, de lutte contre toutes les discriminations LGBTIQ+, d'égalité entre les femmes et les hommes et de meilleure répartition des richesses.

Au dernier CST de la DDCT, nous insistions sur le besoin d'une tolérance zéro face aux racismes, au discriminations raciales, et l'obligation pour la ville de prévenir, protéger, sanctionner en la matière. Le manque de prévention, le manque de reconnaissance des victimes, les attaques contre les services Publics et l'ultralibéralisme font le lit d'un développement accéléré des idées d'extrêmes droites.

Ce samedi 15 juin, nous serons en force avec l'intersyndicale à République à 14 h pour participer au sursaut démocratique et social qu'il faut créer pour éviter que l'extrême droite arrive au pouvoir. Comme le rappelle l'intersyndicale nationale CGT, CFDT, FSU, Solidaires Unsa :

- « Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :
- -Augmenter les salaires et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire.
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger ∙es sur la base d'un certificat de travail.

Toutes et tous ensemble participation au mouvement social pour nos droits et nos services publics. Maintenant!

Service politique de la ville : attention !

Grace à nos interventions en mars, vous avez mis à l'ordre du jour la situation du centre de contact et des MVAC. Enfin, nous allons pouvoir avancer sur la protection de la santé de ces agent.es. Mais vous avez reporté le point sur la prévention des RPS dans le service politique de la ville à l'autonome alors que c'est maintenant que ces risques existent. C'est maintenant que des collègues sont mis dans de l'insécurité et du mal être.. Ce n'est pas normal du point de vue de la santé des agent.es. Nous avions déjà demandé lors de la dernière FSSCT des démarches de prévention des risques et cela n'a pas été fait. Les agent.es ont appris du jour au lendemain qu'un poste d'Equipe développement local dans le 11^{ème} serait perdu! et en moins de 4 semaines, la DDCT demande aux agent.es qu'un agent sur 3 accepte de partir pour aller travailler dans un autre équipement. Or, d'autres solutions étaient possible : discuter en amont des moyens pour travailler avec l'équipe, créer des postes supplémentaires tellement utiles au sein du service politique de la ville au lieu de dépouiller une équipe pour une autre. Nous attendons cependant des mesures en matière de prévention car les faits sont là.

Nouvelle alerte souffrance au travail SEII

Le service Egalité Intégration Inclusion, suite à un arrêt de travail lié à de l'épuisement professionnel, d'autres agent.es témoignent et vous devez les écouter. Et ce même si votre première réponse à notre alerte va dans le bon sens. Mais cela ne suffira pas Voici leur alerte : Suite à des alertes répétées de la majorité des agent es du service, la hiérarchie a répondu en organisant un séminaire de travail en juin 2023. À l'issue, un document avait été transmis à l'équipe. Les conclusions de ce séminaire semblaient annoncer une évolution du fonctionnement du service. Néanmoins, un an après, force est de constater que la situation continue de se dégrader.

Les collègues du SEII s'inquiètent face à l'augmentation de la charge de travail, à une pression régulière due au manque d'anticipation, à un traitement différencié des agent·es, à un turn-over expliqué par la souffrance au travail, à des incitations à l'annulation de congés. Aucune mesure d'accueil, d'accompagnement et de formation des nouveaux et nouvelles arrivant·es (l'équipe n'est même pas prévenue de leur arrivée, et de leurs missions exactes) n'est programmée. Plusieurs de nos collègues ont fait appel au SAM et à la médecine du travail, ou ont été ou sont arrrété.es. Nous sommes témoins de collègues en souffrance qui l'expriment par de la colère ou des larmes.

Rien n'est fait pour que ça change! Nous attendons rapidement des mesures aussi pour ce service. Et évidemment que les agent.es qui témoignent du mal être ne soient pas dénigrés, ni discriminés mais bien écoutés. Elles et ils font leur devoir d'agent.es de la ville de Paris pour leur santé et pour le service.

Réponse de la ville de Paris :

- Il y aura bien des renforts pour les mairies d'arrondissement en effectifs (vacations)
- Le services politique de la ville sera au point de la prochaine instance
- La DDCT va continuer à suivre avec attention la situation du SEII. Elle a bien entendu nos demandes ce jour.

Supap FSU continuera à demander :

- → Des CDD et non des vacations à tout va.
- → Des primes pour tous les agent es pour cette fin juin et les JOP
- → Des mesures pour le service politique de la ville, et attendons avec impatience d'autres réponses en terme d'organisation du travail sur la prévention des RPS lors de la visite de site du SEII le 5 juillet.

Rejoignez-nous pour défendre nos droits : ddctsupapfsu@gmail.com